

LES QUERELLES TCHÈQUES À PROPOS DE LA "SOCIÉTÉ CIVILE" : ENTRE VACLAV HAVEL ET VACLAV KLAUS

Miroslav NOVAK

LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE POUVOIR COMMUNISTE

Un des derniers ouvrages d'Ernest Gellner, *Condition of Liberty. Civil Society and Its Rivals*¹, achevé de façon symptomatique à Prague², commence par la constatation que l'idée de la société civile n'est devenue vivante dans de larges milieux que depuis quelques décennies. Auparavant, elle ne pouvait intéresser que quelques historiens de la pensée s'occupant des auteurs comme Locke ou Hegel. En particulier, dans la Tchécoslovaquie communiste, les marxistes (officiels ou non) comparaient les rapports entre la société civile et l'État politique chez Hegel et chez Marx.

Pourquoi donc ce terme de société civile, notamment depuis les années 1980, est-il ainsi dépoussiéré ? Suivant Gellner, c'est que la situation à laquelle ce terme est lié est devenue politiquement souhaitable, voire attirante. Dans de nombreuses parties du monde, il manquait justement ce que décrit ce terme. L'absence de la réalité désignée par ce concept a été particulièrement et vivement ressentie dans les régimes se réclamant du marxisme-léninisme, affirme Gellner. Car ces régimes avaient eu de fortes tendances totalitaires.

Cet effort du pouvoir communiste n'a heureusement pas pu entièrement aboutir, de sorte que certains spécialistes du Centre-Est européen, notamment Miklos Molnar, soulignent justement, et depuis longtemps, le rôle de la société civile par rapport à l'État politique sous le communisme. D'après eux, la société civile était certes opprimée, mutilée et étouffée par le pouvoir communiste, mais elle se maintenait quand même et se manifestait chaque fois qu'une occasion se présentait, particulièrement par des révoltes ouvrières. Le thème de la société civile dans les pays communistes apparaît surtout après les événements polonais du début des années 1980. La résistance de la

société polonaise fut bien plus massive que la résistance, par exemple, de la société tchèque.

Une société civile a-t-elle existé dans les pays communistes ? A-t-elle jamais existé dans la Russie avant l'arrivée des bolcheviks au pouvoir ? A-t-elle été irréversiblement détruite dans les pays de l'Europe du Centre-Est sous la domination soviétique ? Telles sont les questions que se posait, dès le début des années 1980, Miklos Molnar³.

Bien que certains ouvrages, comme ceux d'Alain Besançon et de Martin Malia, attribuent nettement plus d'importance à la société civile dans la Russie précommuniste que ne le faisaient les travaux précédents, la question de la survivance de la société civile se posait davantage à propos de certains pays de l'Europe sous la domination soviétique qu'à propos de l'Union soviétique elle-même. Outre le fait que le démantèlement de la société polonaise par exemple ne put être entreprise de manière aussi intensive et aussi conséquente qu'en Russie, les facteurs "temps" et "mémoire collective" jouaient aussi en faveur de l'Europe du Centre-Est qui de plus considéra le plus souvent le communisme comme un modèle imposé de l'extérieur. Notons que la Tchécoslovaquie, ou plus exactement les pays tchèques, faisait exception sur ce point, du moins avant l'écrasement du Printemps de Prague par les armées du Pacte de Varsovie sous la direction de l'Union soviétique en 1968.

La société civile n'était donc pas tout à fait morte en Europe du Centre-Est. Molnar mit en évidence l'idée que "si la société civile subsiste et/ou resurgit dans les pays de l'Europe de l'Est, ce phénomène s'explique autant par la continuité de son histoire, une continuité en ligne brisée, que par la dynamique d'autodéfense qu'elle développe pour faire face à la crise, cette crise normale permanente, dans laquelle le système l'avait plongée⁴".

Exceptée la sous-culture dissidente, représentée notamment par la Charte 77, le concept de société civile n'apparaît toutefois comme un phénomène répandu dans le discours public tchèque qu'après le changement politique de novembre 1989⁵. Si l'emploi du terme "société civile" par rapport au pouvoir communiste en place se comprend aisément pour caractériser les relations entre "Eux" et "Nous", quel sens peut-il avoir après le retour de la démocratie ? La "société civile" fait pourtant partie des termes qui sont le plus souvent objet de discussions et polémiques dans les pays tchèques depuis l'implosion du régime communiste. Cet article a pour but de mettre ces discussions dans un contexte plus large.

L'AFFRONTEMENT DE DEUX VISIONS DANS LA POLITIQUE TCHÈQUE

Voici d'abord comment deux auteurs tchèques caractérisent cette querelle : "À l'ère actuelle, deux visions du fonctionnement de la société démocratique s'affrontent dans la politique tchèque. L'une d'entre elles affirme que la démocratie doit être fondée sur la compétition libre des partis politiques, ces derniers se partageant l'essentiel du pouvoir de l'État, sur la base des résultats électoraux. Si donc diverses initiatives civiques (...) désirent influencer le processus social, elles doivent se transformer en parti politique. Dans le cas contraire, elles n'ont aucun mandat des électeurs et on ne sait pas pour qui elles parlent au juste. La deuxième vision s'appuie sur l'hypothèse que la politique n'est pas uniquement une compétition des partis politiques, mais qu'il s'agit de la

gestion des affaires publiques dans le sens le plus vaste du terme. Le citoyen n'a pas besoin de s'inscrire dans un parti politique lorsqu'il souhaite changer quelque chose dans sa commune ou dans ses environs. Bref, dans le premier cas, la politique ne se pratique que dans les parlements et dans les secrétariats des partis politiques, dans le second cas mêmes les associations les plus diverses, les corporations (p. ex. les unions professionnelles), mais également les Églises, peuvent exercer une influence bénéfique sur les choses publiques – c'est alors une vision de la soi-disant société civile⁷⁶.

Si la question se posait uniquement de cette façon, presque tout le monde serait d'accord avec la seconde vision. Mais la réalité est bien plus complexe. Les querelles à propos de la société civile sont liées entre autres aux débats entre partisans du néo-corporatisme et du pluralisme, entre élitistes et participationnistes, entre libéraux et communautaristes... De plus, comme on le verra, l'impact de ces controverses se fait sentir sur le processus du rétablissement de la démocratie dans les pays concernés.

VACLAV HAVEL VERSUS VACLAV KLAUS

Ces conflits portant sur la société civile peuvent être incarnés par deux figures emblématiques de la vie politique tchèque : d'un côté Vaclav Havel, président de la République (d'abord tchécoslovaque entre 1989 et 1993, ensuite tchèque entre 1993 et 2003), de l'autre Vaclav Klaus, président du Parti civique démocratique (ODS) de 1991 à 2002, ancien premier ministre tchèque de la période 1992-1997 mais aussi le seul président du Forum civique. Si le début des années 1990 fut le théâtre des polémiques les plus intenses, elles furent ravivées de nouveau depuis la fin de 1997, à la suite de la chute du deuxième gouvernement Klaus. Le point de départ fut sans aucun doute donné par le fameux discours du président Havel, prononcé le 9 décembre 1997, aux deux chambres du Parlement tchèque. Voici un large extrait de ce discours retentissant :

“Lorsque je parle ici – et ce n'est de loin pas pour la première fois devant les membres du Parlement – sur les associations sans but lucratif, sur la réforme de l'administration publique et des choses semblables, je parle, comme vous le savez sans doute bien, sur ce qu'on appelle la société civile, c'est-à-dire sur la société tout à fait ouverte à la structuration et à la participation dans la vie publique des couleurs les plus diverses.

La société civile ainsi comprise a, pour l'essentiel, double sens. Primo, elle permet à l'homme d'être lui-même dans toutes ses dimensions, y compris en tant qu'être social qui souhaite par d'innombrables manières prendre part à la vie de la communauté au sein de laquelle il vit. Secundo, elle agit comme une garantie réelle de la stabilité politique, car plus sont développés tous les organismes, institutions et instruments de la société civile, plus cette société est capable de résister aux tempêtes et renversements politiques.

Ce n'est pas un hasard si le communisme a livré sa plus brutale attaque précisément contre la société civile : il savait bien que son plus grand ennemi n'est pas tel ou tel homme politique non communiste, mais une société ouverte qui se structure à partir du bas en jouissant de tous les droits civils et qu'on ne peut, de ce fait, que difficilement manipuler.

Notre pays se débat aujourd'hui, comme on le sait, dans une crise politique. Du point de vue des conditions démocratiques, il s'agit d'un accident banal, à savoir d'une

démission du gouvernement. Le système démocratique prévoit évidemment de tels accidents et les moyens de s'en sortir.

La même crise apparaît toutefois à beaucoup de monde presque comme une chute du régime, voire comme la fin du monde. C'est à mon avis possible entre autres à cause du fait que nous n'avons même pas réussi à créer des fondements de la société civile vraiment développée, qui vit sous les plans les plus variés, et qui ne se sent par conséquent pas dépendante pour son existence de tel ou tel gouvernement ou de tel ou tel parti politique.

Si je reproche quelque chose à ceux qui démissionnent aujourd'hui, c'est bien plus que de tel ou tel manquement; il s'agit de leur attitude, dans l'ensemble apathique, voire hostile envers tout ce qui pourrait ressembler, ne serait-ce qu'un peu, à la société civile ou envers ce qui pourrait préparer cette société civile. C'est justement cette attitude apathique qui est, en dernière analyse, responsable du fait qu'un incident démocratique aussi banal que l'est la chute d'un gouvernement apparaît presque comme un drame antique et, dans une certaine mesure, il le devient vraiment : beaucoup de monde a l'impression bien compréhensible d'assister à la faillite d'une conception de l'État, d'une certaine vision du monde, d'un ensemble d'idéaux"⁷.

VACLAV KLAUS VERSUS VACLAV HAVEL

Ce discours "dramatique" de Vaclav Havel a provoqué, on s'en doute, bien des critiques, y compris de la part de celui qui était particulièrement visé par le président tchèque, à savoir le premier ministre démissionnaire Vaclav Klaus. Ce dernier rappelle en 2000 qu'il mène "depuis dix ans déjà" avec Vaclav Havel une polémique sur la différence fondamentale entre la démocratie parlementaire normale ("standard") et la "politique non politique"⁸. Voici quelques extraits de textes polémiques de V. Klaus :

"Ce sont des paroles de quelqu'un [V. Havel, note de l'auteur] qui veut artificiellement et par force greffer sur la grande société à caractère anonyme une démocratie civique directe, non médiatisée, capable de fonctionner relativement bien dans une petite société qu'on peut embrasser d'un coup d'oeil et qui n'est pas anonyme. C'est une ambition fondamentalement erronée; les libéraux de tous les temps et de tous les pays le savent. Les penseurs étatistes, soi-disant progressistes, ne le savaient pas : ils souhaitaient au lieu (...) de la société libre une société éclairée (il faut ajouter : éclairée par eux)"⁹.

Pour ce qui est du terme "société civile", Klaus note entre autres : "Ils aiment parler de la société civile. Il me semble toutefois que de leurs hauteurs, ils n'ont pas vu que la grande majorité de nos citoyens (...) participe de façon intense à la vie civique. Grâce à cela une société <civile> authentique naît véritablement; elle vit par sa propre vie, qui est toutefois sans intérêt pour nos personnalités exceptionnelles, car elle est fondée sur un travail ennuyeux, patient, loin des mass médias. (...) Pourquoi ces gens-là rédigent de tels appels au lieu d'avoir le courage d'aller sur le marché avec leur propre peau, par exemple sur une liste d'un parti politique existant ou de leur propre parti ? (...) Est-ce une incapacité de supporter les conséquences d'une défaite éventuelle dans les élections ? (...) Je suis persuadé qu'il s'agit surtout d'une ignorance délibérée et de l'incompréhension des principes élémentaires du système politique démocratique. Il s'agit de la vieille-nouvelle tentative de la politique non politique, qui repose sur la

méfiance à l'égard des électeurs et de leur intelligence"¹⁰.

Voici, plus particulièrement, ce que reproche Klaus à Havel¹¹ : "Peut-on être aussi longtemps et aussi ostensiblement au-dessus de la politique, des politiciens et des partis ? Peut-on continuer dans l'aversion, exprimée depuis longtemps, vis-à-vis des mécanismes démocratiques normaux ("standard"), vis-à-vis des résultats des compétitions électorales et du pluralisme politique ? Peut-on maintenir une attitude d'un commentateur et d'un mentor en quelque sorte extérieur, en dépit de l'engagement de dix ans dans la fonction politique suprême ? Peut-on employer le mot <politiciens> exclusivement avec le pronom <eux> ?"¹².

Dans sa communication appelée "La troisième voie et son erreur fatale", prononcée à Vancouver le 30 août 1999¹³, lors d'une session de la Société Montpelerin dont il est membre, Klaus note : "[La troisième voie] existe dans bien des pays, mais on ne trouvera probablement pas de meilleur exemple que celui que représente la politique non politique de Vaclav Havel, imposée dans notre pays durant toute la décennie post-communiste. Elle est fondée sur une forte méfiance envers la démocratie libérale classique, envers les partis politiques et envers la démocratie représentative. À contrario, elle est également fondée sur une forte foi dans la démocratie directe, dans le rôle dirigeant des élites intellectuelles et dans la capacité de ces dernières à instaurer une <civilisation de la paix et de l'amour> sans complications liées aux mécanismes ordinaires (standard) tellement typiques du vingtième siècle et de <l'ère de la politique> qu'elles souhaitent dépasser".

LES MYTHES ENTOURANT LE PRÉSIDENT MASARYK, LES MYTHES ENTOURANT LE PRÉSIDENT HAVEL

Paradoxalement, la meilleure manière de clore ce choix des extraits significatifs montrant l'attitude de Vaclav Klaus envers Vaclav Havel est de citer le curieux discours de l'ex-premier ministre tchèque prononcé à une conférence internationale sur T. G. Masaryk, premier président de la République tchécoslovaque. Cette conférence scientifique s'est tenue le 2 mars 2000 au château de Prague (siège du chef de l'État tchèque). La communication de Klaus s'appelait "Masaryk et son image dans la société tchèque actuelle"¹⁴.

L'ancien premier ministre tchèque y décrit et dénonce les six "mythes"¹⁵ diffusés à propos du président Masaryk et il aperçoit (sans le dire expressément) que la plupart de ces mythes s'appliquent également au président Havel. L'analogie entre les mythes qui entourent les deux chefs d'État est d'autant plus évidente que vers la fin de son intervention, Klaus considère comme problématique – pas pour Masaryk mais pour notre époque – que ces mythes soient "délibérément maintenus et cultivés" et qu'on leur attribue, de façon tout à fait instrumentale, une valeur positive. On professe ainsi, selon Klaus, un monde sans idéologie, on sous-estime le rôle des partis politiques et le problème national, on tente de se montrer davantage devant l'étranger que dans son propre pays, on adopte des attitudes élitistes, etc.

D'après Klaus, Masaryk est resté, durant sa vie entière, socialiste et il avait eu des problèmes à reconnaître le principe du marché libre. D'un côté, son activité politique passait d'abord par l'appartenance aux divers partis politiques qu'il représentait comme député sous la monarchie austro-hongroise. De l'autre côté, une fois devenu chef de

l'État tchécoslovaque, il plaçait les partis politiques et le parlementarisme assez bas, contribuant ainsi délibérément à créer un système où les décisions essentielles se prenaient dans le cercle de ses fidèles, à savoir au "château" [le château de Prague, siège des présidents tchécoslovaques et plus tard tchèques, note de l'auteur]¹⁶.

Par ailleurs, toujours suivant l'ex-premier ministre tchèque, Masaryk aurait compensé sa position d'un politicien de province d'abord et celle d'un politicien d'un petit État ensuite par des "visions et conceptions européennes et mondiales, normativement orientées, en quoi il fut puissamment soutenu dans son pays par une partie des mass médias, ainsi que par certains écrivains et journalistes influents". Hélas, estime Klaus, le premier chef de l'État tchécoslovaque n'a probablement pas pu contribuer, de façon significative, à l'histoire européenne et mondiale, d'autant plus que ses conceptions n'arrivaient à rencontrer ni les sciences sociales "standard" ni les courants dominants en Europe, ni les intérêts de divers pays. "À cause de cela, nous n'avons pas, de fait, défendu nos intérêts nationaux et nous nous sommes contentés de théoriser, ce que nous faisons d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui"¹⁷.

LA POLITIQUE NON POLITIQUE

Pour bien comprendre les polémiques entre les deux hommes politiques tchèques, quelques remarques s'imposent. La première concerne la "politique non politique" (éventuellement "antipolitique"). On découvre ce terme déjà chez le premier président tchécoslovaque, T. G. Masaryk. Ce dernier écrivait notamment : "J'ai toujours été pour une politique culturelle; comme je disais, j'ai été pour une démocratie véritable. La politique étroitement politique, la politique parlementaire ne me suffisait pas. Je parlais de la politique non politique"¹⁸. Chez Havel, ce terme désigne l'idée selon laquelle, dans le monde contemporain, les intentions de la vie, la morale et le "monde naturel" entrent en conflit avec "l'auto-mouvement du système" technique. De ce fait, ces éléments deviennent "politiques" à leur façon.

D'une manière générale, la politique devient non politique lorsque les instances supra-politiques, telles que la culture, la survie de la nation, la religion ou la morale prennent le dessus. Ceci n'est toutefois acceptable que lors des périodes de crises. Car une fois ces crises passées, vient le temps de la politique ordinaire, normale ou "standard", pour parler comme Klaus. Ceux qui persistent à promouvoir la politique non politique (ou antipolitique) dans des périodes "normales", confondent ainsi, comme le remarque fort justement le philosophe tchèque Vaclav Belohradsky¹⁹, le conflit entre le gouvernement et l'opposition avec le conflit à propos du "régime", et par là, ils déstabilisent le système politique démocratique.

La politique non politique n'est donc légitime que quand c'est le régime lui-même qui change. La politique subit alors la pression des principes supra-politiques, notamment de la culture et de ses représentants, à savoir les intellectuels qui, au cours de ces périodes de crise, remplacent la politique et les politiciens. Les paroles de Vaclav Havel selon lesquelles "la vérité et l'amour ont vaincu le mensonge et la haine" ont bien exprimé l'esprit de la politique non politique.

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE OCCIDENTALE ET LE SYSTÈME "POST-DÉMOCRATIQUE" SELON HAVEL

Pour ce qui est du "parlementarisme traditionnel avec le spectrum habituel des grands partis politiques", il pourrait certes servir de "solution transitoire" selon Havel, mais il ne faut pas s'attacher "à la démocratie parlementaire traditionnelle comme à un idéal et se complaire dans l'illusion que seule cette forme, qui a fait ses preuves, peut durablement assurer à l'homme une situation digne et autonome"²⁰.

S'appuyant sur Martin Heidegger, Havel parle de la "crise de la démocratie", et il poursuit : "Vraiment rien n'indique que la démocratie occidentale, c'est-à-dire la démocratie parlementaire traditionnelle, puisse ouvrir une issue profonde. On pourrait même dire que plus il y a [dans la démocratie occidentale, note de l'auteur] de la place par rapport à notre monde [communisme <normalisé> de la période brejnevienne, désigné aussi par Havel comme <post-totalitaire>, note de l'auteur] pour les intentions véritables de la vie, mieux elle cache cette crise à l'homme, et plus profondément elle immerge l'homme dans cette crise.

En vérité, il ne paraît pas que les démocraties parlementaires traditionnelles puissent offrir une voie permettant d'affronter dans le fond <l'automouvement> de la civilisation technique et de la société de consommation industrielle; elles aussi [les démocraties parlementaires traditionnelles, note de l'auteur] sont à sa remorque et se sentent devant lui déconcertées, impuissantes; seule la manière dont elles manipulent l'homme est infiniment plus subtile et plus sophistiquée que la manière brutale du système post-totalitaire [c'est-à-dire brejnevienne, note de l'auteur].

Tout cet ensemble statique des partis de masses, sentant le moisi, prolixes dans leurs conceptions, agissant en politique de façon aussi instrumentale, dominés par les appareils professionnels et déliant le citoyen de toute responsabilité personnelle concrète; toutes ces structures complexes manipulant en cachette, foyers de la cumulation du capital; tout ce diktat omniprésent de la consommation, de la production, de la publicité, du commerce, de la culture de consommation (...) on peut difficilement considérer tout cela comme une perspective pour que l'homme se retrouve lui-même"²¹.

Si les "démocraties parlementaires traditionnelles" ne peuvent pas offrir une vraie perspective, quel est ce "système post-démocratique" que Havel appelle de ses vœux ? "Les organisations naissant d'une manière *ad hoc*, animées d'une ardeur pour un but concret et disparaissant une fois l'objectif atteint, valent mieux qu'un ensemble d'organisations formalisées"²². En fait, Havel s'imagine que son expérience, de surcroît idéalisée²³, au sein de la Charte 77 sous un régime communiste est pertinente pour le monde entier²⁴. Les politologues diraient que Havel préfère les mouvements politiques monothématiques, voire les "initiatives civiques", aux systèmes de partis. Or, il ne suffit pas d'articuler les intérêts, il faut les agréger, et c'est là que les partis deviennent indispensables.

L'attitude négative vis-à-vis des partis politiques est une constante pour Havel depuis son engagement au sein de la Charte 77. On peut citer une conférence de presse du 19 décembre 1989, peu avant son élection, lorsqu'il était interrogé en tant que candidat au poste de chef de l'État :

"Cette question (...) me donne la possibilité de confesser l'idéal personnel que j'ai essayé d'esquisser dans mes divers textes à l'époque où j'étais un simple dissident (...). À mon avis, les personnalités devraient à l'avenir jouer un rôle de plus en plus

grand, alors que les partis politiques devraient au contraire jouer un rôle de moins en moins important. Personnellement, je pense que les partis politiques devraient n'être qu'une sorte de clubs dans lesquels les personnalités politiques naissent, se profilent, se présentent, mais les partis politiques ne devraient pas directement participer au pouvoir parce que cela mène à une sorte d'anonymisation du pouvoir. Le seul salut possible pour cette civilisation consiste, à mon avis, à libérer l'homme (la personne, la personnalité humaine concrète) de la manipulation de toutes les méga-structures inventées par l'homme moderne et qui aujourd'hui le détruisent"²⁵.

Dès 1978, celui qui ne fut alors qu'un dramaturge dissident, s'exprime on ne peut plus clairement : "Si j'ai pensé encore en 1968 que notre problème serait résolu par la création d'un parti d'opposition à qui on permettrait de concourir publiquement avec le parti jusqu'alors gouvernant, maintenant je sais depuis longtemps que ce ne sera pas si facile et qu'aucun parti d'opposition en lui-même, ni aucune nouvelle loi électorale en elle-même, ne pourront garantir que la société ne sera à nouveau violée"²⁶.

D'UN L'ÉLITISME À L'AUTRE

Venons-en à l'élitisme. On peut difficilement contester le bien-fondé de cette accusation contre le président Havel. Cependant qu'en est-il de Klaus lui-même ? Si l'on analyse attentivement la vision de la politique de l'ex-premier ministre tchèque, on s'aperçoit qu'elle part, pour l'essentiel, de la théorie schumpeterienne de la démocratie, esquissée par le grand économiste autrichien dans son ouvrage *Capitalism, socialism and democracy* de 1942²⁷.

Voici comment Joseph A. Schumpeter comprend sa "théorie non classique" de la démocratie et en particulier le rôle du peuple : "... nous admettons désormais que le rôle du peuple consiste à accoucher d'un gouvernement ou, alternativement, d'un organisme intermédiaire qui, à son tour, accouchera d'un pouvoir exécutif national, c'est-à-dire d'un gouvernement. Et nous en arrivons à notre définition : la méthode démocratique est le système institutionnel, aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple"²⁸. Le rôle du "peuple" est ici vu de façon "réaliste" : "Les électeurs situés à l'extérieur du Parlement doivent respecter la division du travail entre eux-mêmes et les politiciens qu'ils élisent. Ils ne doivent pas leur retirer trop facilement leur confiance dans l'intervalle des élections et ils doivent comprendre que, une fois qu'ils ont élu un individu, l'action politique devient son affaire et non pas la leur"²⁹.

Schumpeter estime que sa nouvelle théorie non classique de la démocratie constitue "un grand progrès" par rapport à la théorie classique. D'abord, la volonté et les intérêts du peuple, auxquels la doctrine classique met l'accent, peuvent être invoqués, voire servis aussi par des gouvernements autocratiques. En revanche, avec la nouvelle théorie de la démocratie, nous sommes désormais munis d'un "critérium raisonnablement sûr" pour distinguer les gouvernements démocratiques des autres, disposant ainsi d'un "procédé opératoire dont la présence ou l'absence est facile à vérifier dans la plupart des cas"³⁰. Par exemple la monarchie parlementaire britannique satisfait aux critères de la méthode démocratique, ce qui n'est pas le cas d'une monarchie "constitutionnelle".

Ensuite, la nouvelle théorie schumpeterienne tient suffisamment compte du rôle capital du commandement, de la direction (leadership), en quoi elle est beaucoup plus réaliste que la conception classique. On pourrait résumer cette nouvelle théorie en disant quelle tient dans le concept de compétition (ou concurrence) pour la direction politique.

Si l'on peut définir la nouvelle conception par l'existence de la compétition pour la direction politique, on attribue par là un rôle essentiel aux partis politiques. "Un parti n'est pas, comme voudrait nous faire croire la doctrine classique (ou Edmond Burke), un groupe de personnes qui se proposent de promouvoir l'intérêt public <en appliquant un certain principe sur lequel ils sont tombés d'accord>. (...) Un parti est un groupe dont les membres se proposent d'agir de concert dans la lutte concurrentielle pour le pouvoir politique. S'il n'en allait pas ainsi, il serait impossible que des partis différents adoptent exactement ou presque exactement le même programme - pourtant ceci advient, comme nul ne l'ignore"³¹.

Un point dans la théorie non classique de la démocratie chez Schumpeter mérite une attention particulière : "... définissant la fonction essentielle du corps électoral comme étant d'accoucher d'un gouvernement (directement ou par le truchement d'un corps intermédiaire), je lui ai implicitement reconnu également la fonction consistant à révoquer un gouvernement. La première fonction équivaut simplement à accepter un chef ou une équipe de chefs, la seconde revient simplement à leur retirer cette acceptation. Cette définition fait donc état d'un élément qui a peut-être échappé à l'attention du lecteur. Celui-ci peut, en effet, avoir pensé que le corps électoral, non seulement met en selle le gouvernement, mais encore le contrôle. Comme, cependant, en règle générale les électeurs ne contrôlent en aucune façon leurs chefs politiques, sinon en refusant de les renommer (ou de réélire les majorités parlementaires qui les soutiennent), il paraît convenable de ramener la conception que nous nous faisons de ce contrôle aux deux moyens - nomination [investiture] et révocation [destitution] - indiqués dans notre définition"³².

D'après Schumpeter, les citoyens, une fois les élections terminées, devraient s'abstenir de vouloir tout le temps infléchir la politique conduite par les représentants qu'ils ont choisis. C'est ce que l'économiste de Harvard appelle "auto-contrôle démocratique". Il se préoccupe donc surtout de comment limiter l'influence des citoyens moyens (qui ne sont pas, selon lui, suffisamment compétents et sont sujets aux influences extrarationnelles) pour pouvoir laisser tranquillement gouverner une élite. On comprend que la théorie de la démocratie de Schumpeter est le plus souvent taxée d'élitiste³³.

Or, telle est sans doute aussi la conception de Klaus, sauf que dans sa rhétorique, il parle de l'intelligence des citoyens. Cette intelligence des citoyens ne va pas, en fait, au-delà du choix de ses représentants qu'ils devraient laisser ensuite travailler sans les déranger, une fois qu'ils les ont élus. Bref, si Havel est élitiste, Klaus l'est aussi, d'une autre manière.

CONCLUSION

Les discussions tchèques à propos de la société civile ne sont pas tout à fait originales³⁴, mais à cause de l'importance de leurs protagonistes principaux, elles méritent une attention particulière. Si Ernest Gellner considère le concept de "société civile" comme supérieur à celui de la "démocratie"³⁵, le plus grand politologue allemand actuel, Klaus

von Beyme - qui s'intéresse vivement à la "transition" en Europe du Centre-Est³⁶ – tient la société civile pour la "dernière idéologie de la vieille intelligentsia"³⁷.

Comme on la vu, les représentants de la "société civile" s'opposent souvent aux représentants de la "société politique", pour parler comme Juan J. Linz et Alfred Stepan. Le danger que représentent les protagonistes de la société civile pour le rétablissement de la démocratie libérale est clair : leurs préférences normatives et leurs styles d'organisation, correspondant aux besoins des groupes dissidents comme la Charte 77, ne conviennent pas à la politique normale (ou à la "société politique") d'une démocratie libérale. Ainsi, comme le remarquent, par exemple, Linz et Stepan³⁸, les protagonistes de la société civile regardent avec antipathie morale le "conflit interne" ou la "division" au sein des forces démocratiques. La "routine institutionnelle", tellement décriée par des gens comme Havel, fait pourtant partie de la pratique politique normale dans les démocraties consolidées. Pour ce qui est des partis politiques, incarnation de tout ce que Havel déteste, ils sont une composante essentielle de la démocratie consolidée, et leur objectif est précisément d'agréger et représenter les "divisions" entre les démocrates.

Il est particulièrement absurde d'opposer les partis à la société civile. Les partis, comme le souligne en premier lieu Maurice Duverger³⁹, ne sont même pas, à proprement parler, des "institutions" politiques; ils ont émergé (et ils surgissent jusqu'à présent) de façon spontanée, et c'est pourquoi il vaut mieux les caractériser comme "organisations" politiques. Dans les anciennes constitutions, les partis n'étaient même pas mentionnés... Ces "partis de masses, sentant le moisi, prolixes dans leurs conceptions, agissant en politique de façon aussi instrumentale, dominés par les appareils professionnels et déliant le citoyen de toute responsabilité personnelle concrète" (V. Havel) correspondent assez mal à la réalité des dernières décennies du vingtième siècle où on remarque plutôt le "dégel" des systèmes de partis et de leurs clivages. Bien des intellectuels (dissidents pour la plupart) jouèrent à coup sûr un rôle néfaste dans le processus de rétablissement de la démocratie représentative, en essayant notamment de maintenir le plus longtemps possible de larges mouvements politiques comme le Forum civique dans les pays tchèques⁴⁰. Bon nombre d'anciens dissidents qui ont fait leurs preuves durant les dernières décennies des régimes communistes, ont d'ailleurs mal négocié le virage du retour à la démocratie et ils ont échoué dans de nouvelles conditions⁴¹.

Tout cela ne nous devrait toutefois pas faire oublier que la société civile vigoureuse est fort utile pour une démocratie, à condition de ne pas se présenter comme son <alternative>, mais comme son complément naturel. Elle peut ainsi entre autres aider à faire démarrer le processus de transition démocratique, elle peut faire beaucoup pour sauvegarder la démocratie lors de moments critiques, elle peut donner un coup de pouce pour achever la consolidation démocratique et contribuer à son approfondissement. Bref, on peut conclure avec Linz et Stepan⁴² que la société civile vivace et indépendante est inestimable pour les démocraties aujourd'hui comme hier.

[Novembre 2002]

NOTES

- 1 E. Gellner, *Condition of Liberty. Civil Society and Its Rivals*, London, Harmich Hamilton, 1996.

- 2 Gellner a passé une grande partie de son enfance dans les pays tchèques dont il maîtrisait la langue. Par ailleurs, sa mort subite est survenue à Prague.
- 3 Cf. M. Molnar, "Pouvoir et société civile dans les pays de l'Europe de l'Est : concepts et réalités", in *Cadmos*, Cahiers trimestriels publiés par le Centre Européen de la Culture et l'Institut Universitaire d'Études Européennes de Genève, n° 19, automne 1982, p. 34-53.
- 4 Cf. Molnar, *op. cit.*, p. 53.
- 5 En plus, on trouve bien entendu toujours des travaux spécialisés, de caractère surtout philosophique, éventuellement historique. Deux récents travaux tchèques sont à signaler : 1) F. Samalik, *Obcanska spole_nost v moderni spolecnosti* (La société civile dans la société moderne), Brno, Doplněk, 1995; 2) K. Mueller, *Cesi a obcanska spole_nost* (Les Tchèques et la société civile), Prague, Triton, 2002.
- 6 J. Paulas, J. Sebek, "Zarodky obcanské spolecnosti", in *Katolicky tydenik*, n° 39, 2000.
- 7 V. Havel, "Discours au Sénat et à la Chambre des députés de la République tchèque", in V. Havel, 97, Prague, Horacek et Paseka, 1998, pp. 98-99.
- 8 V. Klaus, "Nestrasme se navzajem, pane prezidente" (7.4.2000), in V. Klaus, *Od opozicni smlouvy k tolerancnimu patentu*, Prague, Votobia, 2000, p. 53.
- 9 V. Klaus, "Nové nebezpečné zdi nebo pouze jiny svetovy nazor ?" (7.1.1999), in V. Klaus, *Od opozicni smlouvy k tolerancnimu patentu*, Prague, Votobia, 2000, p. 21.
- 10 V. Klaus, "Nepochopeni soucasnosti" (28.7.1999), in V. Klaus, *op. cit.*, 2000, p. 32-33. Klaus met en exergue souvent cette attitude "élitiste" de ses adversaires, parmi lesquels il compte Havel, en disant par exemple qu'ils voulaient une société des élites, où eux-mêmes seraient ces élites qui, de surcroît, devraient être obligatoirement écoutées de façon religieuse (cf. V. Klaus, "Neschopnost radosti, spokojenosti, uznani ?", in V. Klaus, *op. cit.*, 2000, p. 35).
- 11 Signalons aussi une comparaison suggestive entre Havel et Klaus par un observateur britannique attentif, Timothy G. Ash : "Intellectuals and Politicians", in T. G. Ash, *History of the Present*, London, Penguin Books, 2000, pp. 150-174.
- 12 V. Klaus, "Vyznam slov a neplytvani jimi", in V. Klaus, *Od opozicni smlouvy k tolerancnimu patentu*, Prague, Votobia, 2000, p. 47.
- 13 Sa version tchèque in V. Klaus, *op. cit.*, 2000, pp. 94-101, cf. notamment pp. 97-98.
- 14 Publié in V. Klaus, *Od opozicni smlouvy k tolerancnimu patentu*, Prague, Votobia, 2000, pp. 296-302.
- 15 1) Le mythe de la neutralité de Masaryk; 2) le mythe du caractère non partisan de Masaryk; 3) le mythe sur la conception de la démocratie chez Masaryk, "presque absolutiste"; 4) le mythe selon lequel Masaryk a réussi à maîtriser le problème de la coexistence des nationalités; 5) le mythe du caractère mondial

- de Masaryk; 6) le mythe sur le caractère ouvert, authentique et non élitiste de Masaryk.
- 16 En ce qui concerne Havel, il n'a certes été membre d'aucun parti politique sous le régime communiste, mais en 1968, il a appuyé par sa signature la tentative de refonder la social-démocratie. Son dégoût des partis politiques ne vient que plus tard, dans la deuxième moitié des années 1970, et son rôle dans le groupe dissident Charte 77 n'y est sans doute pas étranger.
- 17 V. Klaus, *op. cit.*, 2000, p.300. C'est peut-être cette insistance sur les intérêts nationaux, ainsi que la dénonciation de l'élitisme, auquel on reviendra encore, qui ont convaincu le commissaire européen G. Verheugen d'inclure V. Klaus parmi les "populistes". Lex-premier ministre tchèque a bien entendu protesté avec véhémence d'être ainsi traité par le commissaire européen.
- 18 T. G. Masaryk, *Svetova revoluce*, Prague, Cin, 1938 (première édition 1925), p. 32.
- 19 Cf. notamment "O politice politické a antipolitické", in V. Belohradsky, *Kapitalismus a obcanské ctnosti*, Prague, Ceskoslovensky spisovatel, 1992, pp. 31-34.
- 20 V. Havel, "Moc bezmocnych" (1978), in V. Havel, *O lidskou identitu*, Prague, Rozmluvy, 1990, p. 128.
- 21 V. Havel, *op. cit.*, 1990, p. 127-128.
- 22 V. Havel, *op. cit.*, 1990, p. 130.
- 23 Dans mon ouvrage *Du Printemps de Prague au Printemps de Moscou* (Genève, Georg, 1990), issu de ma thèse de doctorat à l'Université de Genève, j'ai essayé de peindre un tableau réaliste, équilibré de la Charte 77, sans cacher ses problèmes et ses conflits internes.
- 24 "Est-ce que cette vision de la structure, <post-démocratique> ne rappelle pas, du moins par certains des ses éléments, la structure des groupes <dissidents> ou de quelques initiatives civiques, comme nous les connaissons dans les environs ?" (V. Havel, *op. cit.*, 1990, p. 131).
- 25 Cité d'après *l'Inforum*, n° 4/1989, du 22 décembre 1989. L'Inforum était le bulletin d'information du centre de coordination du Forum civique. Je l'ai consulté aux Archives centrales d'État à Prague.
- 26 V. Havel, *op. cit.*, 1990, pp. 128-129.
- 27 Cf. la traduction française en édition de poche : J. A. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, Petite Bibliothèque, 1965. La traduction française se trouve également sur internet.
- 28 Cf. J. A. Schumpeter, *op. cit.*, 1965, p. 367.
- 29 Cf. J. A. Schumpeter, *op. cit.*, 1965, p. 400.
- 30 Ibid., 1965, p. 367.
- 31 Ibid., 1965, p. 385.

32 Ibid., 1965, p. 370.

- 33 Sur l'élitisme dans la théorie non classique de la démocratie de Schumpeter, cf. entre autres : P. Bachrach, *The Theory of Democratic Elitism : A Critique*, Boston, Little, Brown and Cie, 1967; D. Held, *Models of Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1987; G. Lavau et O. Duhamel, "La démocratie", in M. Grawitz et J. Leca, (éds.), *Traité de science politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, t. 2, pp. 29-113; B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Champs/Flammarion, deuxième édition, 1996; Y. Papadopoulos, *Démocratie directe*, Paris, Economica, 1998 (chapitre 2 : "Autour du débat contemporain entre élitistes et participationnistes"); G. Sartori, *Theory of Democracy Revisited*, Chatham N. J., Chatham House Publishers, 1987. Sartori (qui s'inspire de Schumpeter dans sa propre théorie de la démocratie) souligne que le soi-disant "élitisme" schumpeterien n'est pas une suite de la ligne Pareto-Mosca.
- 34 Cf., p. ex., J. Cohen, A. Arato, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, MIT Press, 1992, en particulier pp. 29-82; J. Keane (ed.), *Civil Society and the State : New European Perspectives*, London, Verso, 1988, surtout l'introduction de J. Keane, pp. 1-31.
- 35 Cf. E. Gellner, *op. cit.*, 1996, chap. 29.
- 36 Cf. récemment K. von Beyme, "Osteuropaforschung nach dem Systemwechsel. Der Paradigmawandel der <Transitologie>", *Osteuropa*, 49. Jahrgang, Heft 3, Marz 1999, pp. 285-304.
- 37 Cf. K. von Beyme, *Systemwechsel in Osteuropa*, Frankfurt an Main, Suhrkamp, 1994, pp. 100-123.
- 38 J. J. Linz, A. Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, London and Baltimore, The John Hopkins University Press, 1996, p. 10. J'exprime la reconnaissance au professeur Linz de m'avoir envoyé un exemplaire de ce remarquable ouvrage.
- 39 Cf. notamment son chef-d'oeuvre *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, dixième éd., collection Points, 1981 (première édition 1951).
- 40 Au lieu de conduire le pays vers des élections libres et favoriser ensuite l'émergence ou le renforcement des partis politiques, le Forum civique les écrasa presque tous. Une fois les élections terminées, le Forum aurait pu décider de se dissoudre. Mais il ne le fit pas; ses représentants étaient soulagés d'avoir triomphé et ils laissèrent pourrir la situation. C'est alors seulement que le Forum commença à se diviser, mais à contrecœur, par nécessité, fort tardivement, au lieu de le faire spontanément, à temps, dans la bonne humeur. C'est aussi ce qu'estime dans une interview, parue dans le quotidien *Mlada fronta* du 23 février 1991, M. Petr Pithart, représentant du Forum civique, premier ministre du gouvernement tchèque de l'époque de la fédération tchécoslovaque, devenu plus tard aussi vice-président du Mouvement civique, actuellement membre du Parti populaire

